



PREFET DE VAUCLUSE

Direction départementale
de la protection des populations
Service prévention des risques techniques
Courriel : ddpp@vaucluse.gouv.fr

Avignon, le - 9 OCT. 2019

Arrêté portant mise en demeure à la société SOPREMA SAS de respecter notamment, sur son site de Sorgues, les prescriptions du point 8 de l'annexe II de l'arrêté du 11 avril 2017 relatives au stockage des liquides inflammables dans un entrepôt couvert ou de stocker ces liquides inflammables sur le rack extérieur prévu à cet effet.

**LE PREFET DE VAUCLUSE
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

- VU le code de l'environnement, notamment le titre I^{er} du livre V, et notamment son article L.171-8, L. 171-6 et L. 514-5 et L. 511-1 ;
- VU le code des relations entre le public et l'administration ;
- VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- VU le décret du 9 mai 2018, publié au journal officiel du 10 mai 2018, portant nomination du préfet de Vaucluse - M. Bertrand GAUME ;
- VU l'arrêté préfectoral n°SI2007-07-18-0280-PREF du 18 juillet 2007 autorisant la *Société SOPREMA* à exploiter une usine de produits d'étanchéité sur le territoire de la commune de Sorgues, complété par les arrêtés préfectoraux n° SI2010-08-03-0040-DDPP du 3 août 2010 et n°2012178-0003 du 26 juin 2012,
- VU l'arrêté préfectoral du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,
- VU l'arrêté préfectoral du 4 juin 2018 donnant délégation de signature à M. Thierry DEMARET, secrétaire général de la préfecture de Vaucluse ;
- VU le récépissé de changement d'exploitant du 4 septembre 2012 au bénéfice de la société *SOPREMA SAS*,
- VU le rapport de l'inspection des installations classées du 4 juillet 2019 proposant à Monsieur le préfet de Vaucluse de mettre en demeure la *société SOPREMA*, et transmis à l'exploitant par courrier en date du 4 juillet 2019, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement,

- CONSIDÉRANT** que la *société SOPREMA* stocke des liquides inflammables dans un bâtiment qui n'a pas été déclaré pour cet usage, et qui ne respecte pas les prescriptions du point 8 de l'annexe II de l'arrêté du 11 avril 2017 précité pour le stockage des liquides inflammables ;
- CONSIDÉRANT** que les logiciels de gestion des stocks ne permettent pas de savoir dans quel bâtiment sont stockés les matières premières et les produits finis, ni ce qui est à l'instant t dans un bâtiment ;
- CONSIDÉRANT** de ce fait que les prescriptions de l'article 7.2.1 de l'arrêté préfectoral du 18 juillet 2007 précité et celles du point 1.4 de l'annexe II de l'arrêté du 11 avril 2017 précité ne sont pas respectées ;
- CONSIDÉRANT** que dans les bâtiments de stockage des produits finis, des matières premières et des produits de négoce, les bardages en acier ne sont pas posés sur un mur en parpaings de 1,5 m mais sur un mur en béton de 20 cm environ ;
- CONSIDÉRANT** de ce fait que les prescriptions de l'article 10.7.1 de l'arrêté préfectoral du 18 juillet 2007 précité ne sont pas respectées ;
- CONSIDÉRANT** que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la *société SOPREMA* de respecter les prescriptions des points 8 et 1.4 de l'annexe II de l'arrêté du 11 avril 2017 précité, et celles des articles 7.2.1 et 10.7.1 de l'arrêté préfectoral du 18 juillet 2007 précité afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;
- CONSIDÉRANT** l'absence de réponse au courrier du 04 juillet 2019 de direction régionale de l'environnement et de l'aménagement et du logement adressant à l'exploitant, les conclusions de sa visite d'inspection ;

Sur la proposition de Monsieur le directeur départemental de la protection des populations

ARRETE

ARTICLE 1^{er} :

La *société SOPREMA*, dont le siège social est situé 14 rue de Saint Nazaire – 67025 Strasbourg est mise en demeure, pour l'exploitation de son site de Sorgues, 162 allée de la Traille – Z.A. de la Bécassière de respecter sous **un délai d'un mois** à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions du point 8 de l'annexe II de l'arrêté du 11 avril 2017 relatives au stockage des liquides inflammables dans un entrepôt couvert ou de stocker ces liquides inflammables sur le rack extérieur prévu à cet effet.

ARTICLE 2 :

La société SOPREMA est mise en demeure de respecter, **avant le 31 décembre 2019**, les prescriptions de :

- l'article 7.2.1 de l'arrêté préfectoral du 18 juillet 2007 précité et celles du point 1.4 de l'annexe II de l'arrêté du 11 avril 2017 précité relatives à la gestion des stocks,
- l'article 10.7.1 de l'arrêté préfectoral du 18 juillet 2007 précité ou de porter à la connaissance du préfet les modifications qui ont été apportées sur les bâtiments de stockage avec tous les éléments d'appréciation nécessaires en application de l'article 2.1 du même arrêté.

ARTICLE 3 : délais et voies de recours

Le présent arrêté préfectoral est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Un recours peut être formé auprès du tribunal administratif de Nîmes - 16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30941 NÎMES cedex 09 :

- par les tiers intéressés dans un délai de quatre mois à compter de l'affichage en mairie ou de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie.
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "*Télerecours Citoyens*" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Le présent arrêté préfectoral peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais sus-mentionnés.

ARTICLE 4 : mesures de publicité

En vue de l'information des tiers :

1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale ou de l'arrêté de refus est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet et peut y être consultée ;

2° Un extrait de ces arrêtés est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-38 ;

4° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture qui a délivré l'acte pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

ARTICLE 5 :

Le secrétaire général de la préfecture de Vaucluse, le directeur départemental de la protection des populations, le maire de Sorgues, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Vaucluse, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant.

Le Préfet,


Bertrand GAUME